



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres

Périgny, le 01/12/2025

Nos réf : 0007209914//2025/588

Tél. : 05.46.51.42.00

Courriel : ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Inspection des installations classées

**Rapport au Préfet de
Demande d'autorisation environnementale
ISB France – UAP Rochefort – Bassin n° 3
Commune de Rochefort**

1. OBJET DE LA DEMANDE

Par dossier déposé en préfecture de la Charente-Maritime le 13 août 2024, la société ISB France, dont le siège social est situé à Saint Malo, a sollicité une autorisation environnementale pour son projet de mise en place d'équipements et de process supplémentaires sur son site dénommé « UAP Rochefort – la Raboterie » implanté sur le territoire de la commune de Rochefort.

Cette demande porte sur la mise en place d'équipements et de process supplémentaires dont une augmentation significative de l'activité de traitement de bois.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la société ISB France, spécialisée dans l'industrie du bois, a repris l'exploitation des deux sites existants localisés sur la commune de Rochefort « HUB Rochefort Pôle Atlantique » et « UAP Rochefort la Raboterie ».

Le site dénommé « UAP Rochefort la Raboterie », objet de la présente demande, est régulièrement exploité par la société ISB France et dispose des actes réglementaires suivants :

- Arrêté préfectoral d'enregistrement du 5 août 2021 pour son activité de travail du bois au titre de la rubrique 2410-1 ;
- Arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 9 novembre 2021 relative aux distances d'implantation de son bâtiment de stockage de bois soumis à déclaration au titre de la rubrique 1532-3 de la nomenclature des installations classées ;
- Récépissé de déclaration n°2017/0117 (A-7-S20IBH7C8) du 31/01/2017 pour son activité de mise en œuvre de produits de préservation du bois, soumise à déclaration au titre de la rubrique 2415 -2 de la nomenclature.

Le site comprend actuellement :

- une cabine d'aspersion de produit de préservation et de traitement du bois ;
- des équipements de travail du bois pour une puissance cumulée de 1 105 kW, comprenant une ligne de calibrage, une ligne de rabotage, une ligne dite « Tasseaux » et une ligne de refente ;
- des bâtiments de stockage de bois.

Le projet de développement présenté par l'exploitant concerne la mise en place d'équipements et de process supplémentaires de préservation et de traitement de bois, faisant basculer le classement actuel du site du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2415 pour une quantité maximale de 950 litres de produits de préservation du bois vers le classement sous le régime de l'autorisation IED au titre de la rubrique 3700 pour une capacité maximale de traitement et de préservation du bois de 160 m³ par jour.

Le projet vise également à la modification d'équipements relatifs au travail du bois relevant de la rubrique 2410 sous le régime de l'enregistrement avec une augmentation de la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes de 1 105 kW à 1 448,7 kW. Le régime de classement au titre la rubrique 2410 reste inchangé.

À cet effet, le dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé le 13 août 2024 et complété le 21 mars 2025. Il a fait l'objet d'un rapport de l'inspection en date du 28 mars 2025 relatif à la recevabilité de la phase d'examen et à la proposition de mise à l'enquête publique.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre des autorisations sollicitées,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R.181-18 à R.181-33 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'examen (avis joints au présent rapport),
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R.181-36 à R.181-38 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique (avis joints au présent rapport).

◦ **Note de présentation non technique**

Conformément à l'article R.181-13 du Code de l'Environnement, la note de présentation non technique ci-jointe décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Il positionne le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (Loi sur l'Eau).

2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation et notamment par les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux différentes installations présentes sur le site.

2.1. Propositions supplémentaires introduites dans le projet d'arrêté

Le site est régulièrement exploité et déclaré depuis 2010. Les évolutions du site et les ajouts de nouvelles activités ont nécessité le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale.

2.1.1. En relation avec la procédure d'instruction

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet avec les réserves suivantes :

- Porter une attention particulière au dispositif de surveillance des eaux pluviales avant rejet garantissant la préservation de ces sites sensibles avec la mise en place d'un point de prélèvement et de suivi des rejets des eaux pluviales ;
- Déterminer la fréquence des prélèvements avec l'inspection des installations classées afin de s'assurer que les critères d'acceptabilité réglementaires des rejets soient respectés ;
- Réaliser les contrôles des niveaux de poussières au niveau de nouveaux matériels pour respecter les valeurs de références réglementaires.

L'avis est également complété par les recommandations suivantes :

- Établir un plan de surveillance afin de réaliser un suivi périodique des émissions atmosphériques afin de ne pas dépasser les seuils réglementaires ;
- Développer l'implantation arbustive le long du cours d'eau ;
- Disposer d'un plan de masse plastifié à chaque entrée, utilisable par les sapeurs pompiers, précisant les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupure et installations à risques, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité de produits présents ;
- Permettre le déverrouillage des portails d'accès par un système accessible aux secours.

L'ensemble de ces informations sont prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral. Il est de plus à noter que certaines prescriptions évoquées sont déjà imposées à l'exploitant par les arrêtés ministériels de prescriptions générales.

2.1.2. Selon l'analyse des services instructeurs et du service coordonnateur

Les installations de traitement de bois seront implantées dans un bâtiment existant à l'abri des précipitations, aussi l'exploitant n'a pas déposé un permis de construire en parallèle de sa demande d'autorisation environnementale.

Les volumes de stockages de bois ne seront pas augmentés et les conditions de fonctionnement de l'installation n'évolueront qu'à la marge. Le projet d'arrêté préfectoral prévoit également l'interdiction de stockage des bois traités à l'extérieur afin d'éviter un risque de pollution du milieu par les éventuels égouttages des produits de traitement.

Les moyens de défense incendie du site ne sont pas modifiés par rapport à la situation prescrite par les arrêtés préfectoraux en vigueur.

Enfin, le site étant situé dans la zone réglementaire Rs3 du Plan de prévention des risques naturels (PPRn) de la commune de Rochefort par submersion marine, approuvé par l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2019, et conformément aux éléments transmis par l'exploitant dans son dossier, il convient de compléter le projet d'arrêté préfectoral par les prescriptions complémentaires décrites ci-dessous, ayant pour objectif de surélever les équipements de traitement de bois et les stockages de produits chimiques au-dessus de la côte de référence à long terme.

Il est à préciser que la cabine d'aspersion existante avant le dépôt du dossier sera le seul équipement situé en partie en dessous de la côte de référence. Néanmoins, considérant le délai de prévenance de 24h00 à 72h00

avant la survenue d'une inondation ou d'une submersion, l'exploitant devra mettre en sécurité son installation et extraire les produits de traitement de la cabine d'aspersion afin de supprimer un éventuel risque de pollution.

Les stockages de produits de traitement de bois (et de l'ensemble des produits chimiques susceptibles d'être présents sur le site) devront être situés au-dessus de la côte de référence dans des conditions permettant de ne pas être emportés par une inondation ou une submersion et de ne pas générer un risque de pollution (arrimage des racks et des rétentions, mise en place de sangles...).

« L'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan de prévention des risques naturels (PPRN) de la commune de Rochefort par submersion marine approuvé par l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2019 :

- l'ensemble des stockages de produits chimiques sont positionnés au-dessus de la côte de référence à long terme de 4,50 m NGF et les IBC sont sanglés sur les racks de stockages ;*
- les rétentions métalliques, les racks métalliques de stockage, les cabines d'aspersion, l'autoclave... sont arrimés et fixés au sol ;*
- le point bas des matériels d'aspersion des circuits connexes et de l'autoclave est situé au-dessus de la côte de référence (cette disposition ne s'applique pas à la cabine d'aspersion qui était existante avant l'approbation du présent arrêté) ;*
- les équipements de sécurité sont positionnés au-dessus de la côte de 4,50 m NGF.*

En cas de déclenchement d'une alerte d'inondation et/ou de submersion, l'exploitant transfère les produits chimiques présents dans la cabine d'aspersion existante avant l'approbation du présent arrêté dans un contenant pouvant être mis en sécurité au-dessus de la côte de référence de long terme.

L'exploitant réalise une étude topographique lors de la mise en service des équipements et stockages pour garantir la prise en compte et le respect de la côte de référence long terme. Cette analyse est mise à la disposition de l'inspection.

L'exploitant matérialise, au niveau des bâtiments, la cote de référence à long terme sur des supports fixes et inamovibles afin d'en garantir la visibilité et le maintien dans le temps. Il assure l'entretien et la protection des repères ainsi installés.

L'exploitant met en œuvre une procédure d'alerte en cas de vigilance inondation/submersion applicable aussi bien pendant les heures ouvrables que pendant les heures non ouvrables et pendant les périodes d'inactivité.

L'exploitant rédige des consignes spécifiques qui définissent les modalités de suivi et de mise en sécurité en cas de vigilance inondation/submersion. S'ils existent, ces éléments doivent être intégrés au plan d'opération interne. »

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, des avis des instances concernées, des réponses apportées par le pétitionnaire ainsi que de l'absence d'avis formulés lors de la consultation du public, l'inspection de l'environnement chargée des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques liés à la mise en place de l'augmentation de volume des bains de traitement projetée par la société ISB France pour son site UAP Bassin n°3 sur le territoire de la commune de Rochefort.

Dans ces conditions, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société ISB France, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R.181-39 du Code de l'environnement, la note de présentation non technique de la présente demande d'autorisation environnementale et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur sont transmises, dans les 15 jours suivant la réception du rapport d'enquête publique, pour information au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires.

Rédacteur	Vérificateur	Approbatrice
L'inspecteur de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement Fonctionnel IED	La Cheffe de département Risques Chroniques

PJ :

- Plan des installations du site ;
- Projet d'arrêté préfectoral ;
- Fiche récapitulative ;
- Note de présentation non technique ;
- Avis rendus suite aux consultations effectuées en application des dispositions des articles R.181-18 à R.181-33 du code de l'environnement et en application des dispositions des articles R.181-36 à R.181-38 du code de l'environnement ;
- Décision de l'autorité environnementale ;
- Conclusions du commissaire enquêteur.

Copies à : services concernés

PLAN DES INSTALLATIONS DU SITE

